L'ABEILLE DE LA N^LLE-ORLEANS.

C. P. WEISSE & Co. rue de Chartres 73. NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 28 JUILLET 1862. C. P. WEISSE P. LIBERT N. DUFOUR & HARDY } EDITEURS PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans LUNDI MATIN, 28 JUILLET

PRIME-FEUILLETON.

☞ Notre numéro de ce jour contenant une double feuille, nous avons reporté le feuilleton de *l'Abeille* sur le verso de la première page.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Bernard Avegno, administrateur.—La vente des immeubles de la succession de Philippe Avegno, et même vente le mardi 29 et le troisième Décembre.

Par H. Gans & Maltz—au No 61, rue de Chartres, marchandises sèches à bonmarché, comptoirs, casiers et autres effets.

Par E. Degas & Co, à 10 heures, dans le rue des Magasins, No 31—un rouge, champagne, bière, porter &c., &c., sans réserve.

Médiation—Intervention
RECONNAISSANCE.

La médiation, l'intervention ou la reconnaissance sont les trois moyens que peuvent employer les puissances européennes pour s'immiscer dans les affaires américaines. Bien, jusqu'à présent, n'est venu indiquer que l'intervention directe fût dans les intentions des gouvernements français et anglais; le langage officiel des ministres anglais paraît, au contraire, donner raison à ceux qui réclament l'intervention parmi les opinions chimériques. Si on laisse de côté ce mode d'immixtion, il ne reste plus à examiner que les deux hypothèses de la médiation et de la reconnaissance. Le *Courrier des Etats-Unis*, dans un article qui a paru dans son numéro du 1er juillet, traite seulement de l'intervention et de la médiation. Il déclare ne pas croire à l'intervention et ne considère la médiation que comme une éventualité, qui dépendra des circonstances; mais il semble éviter de dire en quoi sont de l'hypothèse de la reconnaissance.

En raisonnant sur ce n'est avec observer, il y a un point de départ qu'il importe de ne pas oublier, c'est qu'au début de la guerre le gouvernement français a déjà fait à celui des Etats-Unis une offre de médiation qui n'a pas été acceptée. Or, un gouvernement comme celui de Napoléon III, ne rencontrerait pas une pareille offre pour s'exposer gratuitement à un second refus. En premier lieu, il faut qu'il ait un nouveau prétexte pour représenter ou s'il a seulement de médiation, et c'est là "l'occasion favorable" à laquelle il est fait allusion dans le discours de Lord Palmerston et que le *Courrier des Etats-Unis* désigne par l'expression de "circonstances opportunes."

En quoi consistera cette occasion favorable, quelles seront ces circonstances opportunes? C'est ce que rien ne nous permet de préjuger. C'est là l'inconnu de problème, l'x de la question. Mais supposons que l'occasion se présente, que les circonstances soient opportunes dans le sens qu'entendra et devenir exprimé Napoléon, il n'en sera que l'offre de médiation sera repoussée. Or il nous paraît évident qu'elle sera repoussée avec un plus de courtoisie arrêté à l'avance pour le cas où, comme la première fois, les Etats-Unis rejetteraient l'offre amicale de la France. Ici se présente, naturellement, l'hypothèse de la reconnaissance de la Confédération du Sud. Or, cette hypothèse que le *Courrier* n'a pas envisagée, le *Délta* l'aborde assez franchement dans les termes que voici :

Même si ces puissances (l'Angleterre et la France) reconnaissaient la Confédération du Sud comme indépendante *de facto*—ce que, cependant, elles ne peuvent faire sans le plus flagrant mépris pour les principes les plus simples du droit des gens et pour toute propre sauvegarde—elles n'auraient pas fait jusqu'à présent de réclamation que peut offrir le Sud à notre gouvernement, et elles ne retarderaient pas d'une heure la chûte de la capitale rebelle. On peut dire qu'elles favoriseraient la révolte et qu'elles prolongeraient, de diverses manières, une assistance matérielle active à la cause des rebelles. Pour cela aucun simplement déclarer la guerre aux Etats-Unis.

Il y a une remarque importante à faire sur ce passage, c'est que la fait de la reconnaissance ne serait pas, dans l'opinion du *Delta*, considéré comme une déclaration de guerre contre les Etats-Unis; il faudrait des actes d'assistance directe et ouverte en faveur des "rebelles."

Il est clair que la reconnaissance n'implique pas l'abandon de la neutralité; mais il serait nécessaire, inutile de aller la portée morale qu'elle aurait, d'autant plus que la reconnaissance ne pourrait avoir lieu que dans des circonstances telles qu'elles justifieraient l'admission de l'indépendance *de facto* des Etats Confédérés. De tout cela, il résulte qu'il n'y a pas d'intervention à attendre, et qu'une nouvelle offre de médiation ou une reconnaissance n'ont à l'état d'éventualités et dépendent entièrement de la tournure que prendront les événements militaires.

Voici l'article que contenait à ce sujet le *Courrier des Etats-Unis*, article dont il est question plus haut.

Les intentions de l'Europe—nous pour mieux dire de la France et de l'Angleterre—à l'endroit des événements d'Amérique sont autour de nous l'objet de préoccupations fort naturelles, mais qui n'ont jusqu'à présent pas conduit à donner un vaines conjectures. Il suffit de quelques articles publiés par les journaux de Paris ou de Londres, pour mettre l'opinion publique aux abois. Chacun a un peu même de prétendre, une meilleure mémoire et une connaissance plus exacte des affaires de la politique européenne, ou s'appuyant de ces opinions innovatrices, qui tendent trop fortement en parodies du droit et en ébranlements d'autant plus hasardeux qu'elles sont plus injustes.

Nous disons " une meilleure mémoire" parce qu'il suffirait en effet d'avoir présente à l'esprit l'histoire des vingt derniers mois, pour se convaincre de l'inanité des alertes auxquelles on se laisse aller. A peine la déclaration de neutralité a-t-elle été donnée, que le fantôme de l'intervention européenne en faveur du Sud se dressait devant l'imagination plus active que clairvoyante des premières angoisses. On voyait le gouvernement confédéré reconnu par les cabinets de Paris et de Londres, avant même que ce gouvernement eût pris corps et consistance. Cette première vision ne tarda pas à s'évanouir, devenue la fantaisie de ceux qui ne reçoivent que fournissent en France et en Angleterre les agences du Sud; mais ce fut pour reparaître presque aussitôt, à propos de la proclamation du gouvernement aux confédérés le titre et les droits de belligérants. Pour le coup, il n'y avait pas à en douter, c'était là un acte d'hostilité qui devait envahir les Etats-Unis, destiné à être suivi sans peu de mesures plus décisives encore. Le temps, on s'écoulant sans amener aucun dénoûment d'attente, fit justice de cette nouvelle frayeur, comme il avait fait justice de celle qui l'avait précédée. Alors surgit une autre rumeur : l'Europe cherchait un prétexte pour nier l'efficacité du blocus, le méconnaître et ensuite en bonnes et les explorateurs d'une flotte puissante, souvent même sans prétexte aucun.

Quoique encore néanmoins elles n'eussent pris un caractère aussi net, aussi obstiné que depuis quelques semaines. Forts de quelques allusions faites par le Times, le *Post*, le *Poste* et le Gouvernement à l'opportunité prochaine d'une intervention; les alarmistes et les exploiteurs d'alarmes populaires reprirent un peu n'en finissent pas avec les flottes anglaise et française comme d'un événement déjà venu sur les côtes d'Amérique. Lord Palmerston au Maire la recommandance du Sud. Pas n'est besoin de dire par quelles réminiscences et quelles menaces, est accueillie cette manifestation, à laquelle on mêle plus ou moins directement les officiers du Mexique.

Nous avions jugé inutile jusqu'ici de relever ces billevesées suspendues de fantasmagories, laissant aux événements le soin de ramener bientôt une fois les choses à leur juste valeur. Mais il est temps de couper court à des commentaires qui, bien que portant sur un danger imaginaire dans l'origine, pourraient en se prolongeant envenimer la question et devenir eux-mêmes un danger de complications réelles.

Nous dirons donc, dans les termes les plus formels, que tous les bruits en circulation touchant l'immixtion prochaine de l'Europe dans les affaires d'Amérique sont à la fois exagérés et prématurés ; nous ajouterons qu'ils sont dénués de tout fondement, en ce qui concerne la pensée d'une intervention pérempteire. Les seules idées véritablement et sérieusement discutées dans les sphères politiques européennes et celle d'une médiation amicale, ayant pour but d'entamer une transaction, non de l'imposer. Cette idée elle même est loin d'avoir revêtu encore la forme décidée et les allures de réalisation imminente dont on parle. Elle est à l'état de simple éventualité, pouvant se produire avec fruit dans certaines circonstances opportunes.

Quoi le moment actuel ne présente pas ces circonstances, il n'est besoin d'être ni un grand politique ni le confident des secrets diplomatiques de Paris ou de Londres pour le reconnaître. Pas plus aujourd'hui que lors du fameux voyage de M. Mercier à Richmond, une offre médiatrice n'aurait la moindre chance de succès soit au Sud soit au Nord. A Richmond on refuserait de l'accepter sur toute autre base que celle de la séparation ; à Washington on poserait comme condition *sine qua non* le rétablissement de l'Union. Entre ces deux prétentions diamétralement absolues et inconciliables à concilier, il n'y a rien à prévoir pour amener un terrain de compromis. Chercher à s'interposer serait donc aller au-devant d'un résultat sûrement négatif et faire une démarche maintenant inutile, ce qui n'est point dans les habitudes des cabinets européens.

Le simple examen de la situation autorise donc à dire avec assurance que ces cabinets ne feront pas, ne pourront pas songer à sortir pour le moment de l'attitude expectante dans laquelle ils se sont renfermés jusqu'ici. La déclaration si expresse faite en ce sens par le ministre anglais devant le parlement était à peine nécessaire : elle était indiquée par la logique, nous pourrions presque dire par la nécessité des faits. Il y a délibération à Paris et à Londres, elle a pour objet non pas la détermination à prendre, mais seulement, une étude générale des bases sur les quelles cette détermination pourra s'appuyer, dans telle ou telle hypothèse, à tel ou tel moment donné.

Les nouvelles anticipent donc une fois de plus sur les résolutions de l'Europe. Ils tombent dans un tort plus grave encore en prononçant à la légère le mot d'intervention, dont ils semblent faire un jeu, et de la médiation à l'intervention il y a toute la distance qui sépare la conseil amical de l'injonction impérative. Cette dernière forme d'immixtion dans les affaires américaines n'est jamais venue, nous avons la certitude, à la pensée du cabinet des Tuileries, pas plus qu'à celle du cabinet de Windsor. Leur rôle, en dépit de ce qui semble aujourd'hui dessiné dès le début des événements et n'a pas varié un seul instant ; il suffit d'en pas de désarroi pour s'en convaincre. Ce rôle, nous l'avons déjà défini pour reconnaître qu'il n'a été influencé par aucune considération mesquine, par aucune vues ambitieuses, par aucun préjugé, par aucun sentiment passionné. Il est regrettable que le même esprit de modération et de loyal bon vouloir ne se soit pas toujours retrouvé de ce côté de l'Atlantique. Avant de prodiguer à la légère, comme on l'a fait, d'irritantes accusations et des provocations plus irritantes encore, on devrait réfléchir que si l'Europe eût voulu intervenir, elle en a trouvé à plusieurs fois la légitime occasion, et qu'il n'est ni juste, ni habile, ni sage peut-être de se rendre par des défis et des menaces à sa réserve et à ses ménagements.

Le concert à l'Opéra.

En nous retrouvant, samedi soir, dans la salle de l'Opéra, au milieu d'un public familier à nos regards, en revoyant les loges garnies des plus belles habitantes de notre scène lyrique, et en nous laissant bercer au charme d'une excellente musique, nous avons éprouvé un moment d'hésitation. Le spectre hideux de la guerre, le tableau désolant de nos campagnes ravagées par le passage des armées aux frontières incendiées, les sombres figures de la misère et de la faim, la Louisiane en deuil, le triste cortège des victimes du patriotisme, tout cela s'était évanoui pour faire place à de gracieuses apparitions et à de ravissantes mélodies. qui reportaient notre pensée aux beaux jours d'autrefois. Et, cependant, bien des loges vides témoignaient de nombreux deuils dans les familles et, parmi les jeunes hommes que nous étions habitués à voir au *foyer* ou au parquet, beaucoup étaient absents .... et nous n'avons pas besoin de dire pour quelle cause.

Le bénéficiaire, M. Eugène Prévost, a été salué, à son entrée, par une triple salve d'applaudissements qui ont été lui prouver que les sympathies du public lui sont restées fidèles. Le concert a commencé par l'ouverture du *Camp du Nord* et la manière dont l'orchestre a joué cette ouverture et celle de la *Muette* a fait honneur à ses musiciens non moins qu'à leur habile chef. Un bémol amateur, dont nos dilettantes ont eu plus d'une occasion d'apprécier la voix pure et sympathique, a chanté la romance de *Jérusalem* avec une rare perfection dans le chant et un grand sentiment dans l'expression. Le duo du *Chalet*, intitulé sur le programme, a été, par suite de l'indisposition de la basse, remplacé par la romance de *St Pétersbourg*, que le même ténor a chantée avec beaucoup de goût.

Après la romance de Jérusalem par le ténor, est venue, dans l'ordre du programme, la romance de la *Juive*, chantée par mademoiselle ***, qui s'est déjà fait entendre dans plusieurs concerts; avec une voix de mezzo-soprano fraîche, bien timbrée et d'une justesse remarquable, et avec une disposition naturelle développée par d'excellentes leçons, mademoiselle *** ne peut manquer d'obtenir partout de brillants succès. Elle a chanté cette romance de la *Juive* et la cavatine du *Trovatore* en véritable artiste et son triomphe a été complet.

Mademoiselle Octavie Romey a exécuté avec un talent remarquable et beaucoup de sentiment musical deux grandes fantaisies pour le piano, la fantaisie de *Jerusalem* par Gottschalk et la fantaisie sur les motifs de *Lucie* par Strakosch. Mademoiselle Romey est une de nos plus jeunes et plus distinguées, et l'exécution de ces deux morceaux n'a fait qu'ajouter à la réputation qu'elle s'est acquise comme professeur.

L'air du *Barbier de Séville* en un morceau de début habituel pour les chanteuses légères, mais que de fois est-ce un écueil pour celles qui l'abordent ! Il a été, samedi, l'occasion d'un véritable triomphe artistique pour la modeste et gracieuse jeune fille qui, pour la première fois, produisait en public un talent jusque-là ignoré. Aussi est-ce avec une surprise mêlée d'admiration qu'on écoutait cette voix si pure, si fraîche, d'un timbre si harmonieux, et à laquelle les mélodies de Rossini semblaient emprunter un nouveau charme. Nous ne connaissons qu'admirer le plus de la justesse et de la sûreté du chant, de la facilité des vocalises, ou de la distinction exquise qui caractérise le talent plein d'avenir de cette jeune personne. Aux dons précieux dont la nature a été si richement prodigue envers elle, mademoiselle *** joint les avantages que peut donner une éducation musicale perfectionnée à une excellente école. Son triomphe n'a pas été moins grand dans l'air du *Pré aux Clercs*.

Dans les deux jeunes chanteuses dont nous venons de parler, la Nouvelle Orléans possède deux véritables perles musicales, et nous devons rendre hommage aux professeurs qui ont su en tirer un si habile parti de ces deux riches organisations.

Une dame amateur, dont le talent est déjà bien connu dans notre monde musical, a chanté avec une perfection qui dénote une excellente méthode et une chanteuse de goût, la polonaise de Jérusalem et l'air de "grâce de" Trovatore.

Mal n'est pas dire, en entendant ces morceaux des grands maîtres rendus avec une correction et une expression tout artistiques, qu'il s'agissait d'un concert d'amateurs : et le public, avec une ardeur qui témoignait de sa satisfaction, a rappelé à chaque morceau chanteur et chanteuses.

Il nous reste à parler de M. Joaquin Oliveira dont l'archet a merveilleux a contribué à faire du concert de samedi une véritable solennité musicale. Tous ceux qui l'ont entendu jusqu'ici pour que nous n'avions rien exagéré. Dans le septième concerto de Berlot, où il a été parfaitement secondé par les musiciens de l'orchestre, dans le solo de violon de l'air du *Pré aux Clercs* et dans la fantaisie de Saisset, sur les motifs de *Lucrecia Borgia*, M. Oliveira a déployé toutes les qualités d'un talent de premier ordre. De l'âme, de la distinction, une merveilleuse facilité à se jouer des difficultés, une justesse surprenante, tout est réuni chez cet artiste, que nous n'hésitons pas à placer parmi les grands violonistes de notre époque.

Comme on le voit, la soirée a été on ne peut, non seulement pour le bénéficiaire, mais aussi pour tous les artistes, et le public doit savoir gré à M. Prevost de lui avoir procuré, avant son départ, une aussi charmante fête musicale. Espérons que le maestro ne nous quitte que temporairement. Qu'il emporte, avec nos souhaits pour sa prospérité, nos vœux pour son prompt retour; car, alors, son retour nous annoncerait, avec la réouverture de l'opéra, la pacification de pays et le rétablissement de notre chère Louisiane dans des conditions propres à assurer sa liberté et sa prospérité!

Les Français au Mexique.—Le Memphis *Appeal*, publié maintenant à Grenada (Miss.) dit que la *Tribune* de New York du 16 contient des nouvelles du Mexique, d'après lesquelles les forces françaises auraient été obligées de capituler, faute de nourriture, après avoir mangé tous les mulets attachés à son artillerie, il est mieux vrai pour elle marcher ou avant pour rompre l'ligne mexicaine et aller chercher des provisions dans les campagnes que de tuer des mulets de charroi sans lesquels tout mouvement devenait impossible même pour l'arrière une retraite. C'est donc toujours l'histoire de la défaite d'Orizaba qui reparaît à chaque quinzaine et il faut que les journaux de New York soient avengés par de terribles passions pour reproduire obstinément les mêmes faits sans aucune variété de thème et sans le moindre effort d'imagination.

OPÉRATIONS DU GENERAL HUNTER PENDANT L'ETÉ.

Puisque les opérations contre Charleston ont été abandonnées pour le moment et que les troupes ont été portées de James Island à Port Royal, le New York *Times* se demande ce que le général Hunter fera pendant l'été et brode sur ce sujet dans les termes suivants :

Une très petite force avec l'aide de deux ou trois canonnières peut suffire à garder Port Royal contre l'attaque de tous les rebelles. Cette petite armée très responsable devient disponible et peut être employée activement ailleurs. Il serait peut-être inutile de la diriger vers le Nord pour qu'elle prenne part à l'invasion, qui doivent se faire en Virginie. Mais il y a beaucoup d'autres points où cette force pourrait rendre une d'autres points où le général Hunter n'a pas assez de troupes pour les prendre Charleston, n'est-il pas naturel que Savannah ? Il occupe déjà le fort Pulaski et les autres principales défenses de la ville, et huit ou dix mille hommes, tels que ceux qui ont combattu à James Island devraient, avec l'aide des canonnières, pouvoir enlever la ville aux rebelles. S'il ne peut s'emparer de Savannah, ne pourrait-il couper au moins la ligne de chemin de fer entre cette place et Charleston ? Toutes deux des rebelles tirent un grand parti. S'il est vrai qu'une portion quelconque de l'armée de Corinth soit venue vers l'est, ce chemin de fer doit avoir été une des principales lignes dont on ait usé pour le transport des troupes. Comme la plus directe et la plus praticable, elle a pu aussi rendre d'autres services à l'armée rebelle. Si, cependant, la dernière tâche ne peut être convenablement accomplie, on n'aille s'aigrenir que peu de force pour être efficace, ne serait-il pas bon que le général Hunter fît quelque attention à cette section si importante de notre département militaire, l'Est de la Floride ? Nous avons si fréquemment démontré l'importance, sous maints rapports, politiquement, commercialement et militairement, de la presqu'île, et du contrôle de cet Etat, qu'il est inutile d'insister à cet égard. Le général Hunter a assez de forces navales et militaire pour arriver à son but. Et, indépendamment de toute autre considération, si ces troupes sont maintenant campées dans une des régions les plus malsaines du Sud, l'occupation de la Floride leur donnerait la jouissance d'une des régions les plus salubres.

NOUVELLES DU NORD.

Burnside a complété ce qu'il appelle un "bon petit dîner" à Fredericksburg. Un docteur est examiné dans du lar, sur roues, porte deux canons et trois canons et peut être attaché à une locomotive. Il est destiné à servir comme les batteries volantes qui effectuent le chemin de fer du Sud. Le général Burnside a l'esprit fertile. Par tel les chemins de fer équivaudront à des cours d'eau et le cœur des Etats du Sud sera livré à une invasion facile. Il y a néanmoins, cette différence que les rivières coulent toujours et qu'il en est plusieurs qu'on ne peut obstruer, tandis que les chemins de fer sont interrompus par le moindre dommage. Ainsi une locomotive favahérosée en boulet, n'en serait pas moins arrêtée par une branche d'arbre morte que la brise feraît tomber la nuit sur la voie. Ces chiffres sont bien plus redoutables quand ils seront annoncés par la main des hommes rarement donnés. Il faudra alors que le général Burnside invente autre chose.

Un unioniste de Memphis, maintenant à New-York, a fait toutes les tortilles de la Confédération, qui avaient été placées dans le Mississipi selon le *Herald*. Il a pu les lire de manière à ce qu'elles ne puissent causer aucun mal. Pas une seule, en effet, n'a causé le moindre dommage aux forces fédérales. Le département de la guerre a compris la valeur de la découverte et a donné à cet homme sa récompense à donner à cet honnête et patriote industriel.

Les Mormons, à ce qu'il paraît, traitent le 4 juillet avec un mépris sidéral, et célèbrent à la place le 15 juillet, jour anniversaire de leur arrivée dans la vallée de l'Utah en, 1847. Ils sont si indépendants du gouvernement général que leur fonte régulier dans les fêtes publiques qui celui-ci : " Nous pouvons baigner la barbaque de la liberté sans le secours de l'Oncle Sam."

On assure que Nicholas Longworth, le millionnaire de Cincinnati, a contribué, jusqu'à concurrence de $500, à l'entretien et à la nourriture des familles des soldats confédérés au Sud.

Le Philadelphia Ledger estime que la Pennsylvanie aura à payer $30,000,000 par suite de la taxe et du tarif de $300,000,000, somme requise par le gouvernement au profit des deux bills passés ou à passer par le Congrès.

De la Californie.—Les émigrants du Canada, qui sont arrivés en nombre dans ces dernier temps pour prendre leur part des trésors du Cariboo, fournissent à l'émigration en général un précieux exemple de fidélité conjugale et de sincère amour pour les joies domestiques. —En s'éloignant du home, ils n'entendent point s'imposer les rigueurs du célibat. En même temps qu'ils s'embarquaient à Quebec et prenaient la voie de Panama pour arriver aux à l'heure précise et courte de la récolte de l'or, toute une exigence de tendres en up (*sweet hearts*) sous forme d'épouses ou d'aspirantes à l'hymen, a mis à la voile pour les mêmes rivages, mais par le détour du cap Horn.

Voilà donc cette colonie britannique, notre chère voisine, tout à fait prise au sérieux. Que les vents soient favorables à cette précieuse cargaison d'arrhes stimulées par une longue abstinence, et prêtes à se vendre à leur manière une terre à peu près vierge d'unions légitimes.

(Echo du Pacifique)

Compliment au Congrès.—Le correspondant du *Commercial Advertiser* de New York dont de Washington à ce journal que le président Lincoln est harcelé par les politiques de haut et de bas étage qui tous veulent lui donner des conseils. Quelques-une même cherchent à lui imposer leurs opinions et s'y prennent fort maladroitement. " Vous pouvez m'en croire, M. le président, lui disait l'autre jour un sénateur, et le gouvernement ne s'empresse et n'adopte une mesure générale d'émancipation, nous nous en irons tous au diable. A cette heure même, nous ne sommes guère à plus d'un mille de l'ennemi. Je le vois bien, répondit M Lincoln, c'est à peu près la distance de la Maison Blanche au Capitole où vous siégez." Le sénateur n'était pas flatteur, mais pour le coup le président Lincoln avait cent fois raison. Le Congrès et Washington est en ce moment un véritable enfer, et quelques-uns des membres qui y sont proposées comblement avoir été décidés par notre Satan en personne.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour Préfoïale.—Catherine Cheppiri est venue, samedi, répondre à l'accusation d'avoir débité du poulet qui n'avait point le pondu vendu. Le boulanger qui le lui avait fourni, a dit qu'il avait donné à un marchand, et le poids exigé par l'ordonnance, mais que ce poids avait diminué parce que le pain avait été cuit, pour gardé jusqu'au matin. Cette explication maladroite et le fait de s'être imaginé que le magistrat ignorait l'habitude qu'ont tous les boulangers de faire la part de la porte commerçante par le calcul, etc., ont valu à l'accusé un grand mois de prison.

Un autre boulanger du nom de Hasse qui se trouvait dans le même cas que le vendi, a été condamné à quinze jours de prison.

Mme Hubbard dont la réputation n'est pas des meilleures, a été acquitter une amende de cent piastres Elle tient une mauvaise maison dans la rue du Camp.

Jacob Hubner a été condamné à cent piastres d'amende pour s'être servi, en parlant à un officier de recrutement, d'un langage honnête aux Etats Unis.

Wm Cavendish a été envoyé en prison pour un mois. Il est question de lui plus loin.

La même sentence a été prononcée contre Mme Lahey qui a débité de la boisson à des soldats.

Peter Wetzel a été condamné à vingt piastres d'amende pour avoir résisté à un officier dans l'accomplissement de ses devoirs.

Patrick Cummings, forgeron, a reçu l'ordre de payer de cent à Reagan, un de ses employés, quatorze piastres qu'il lui doit pour un travail journalier et, dans un délai raisonnable, douze piastres et demie pour un travail exécuté de sonder.

Le tribunal a requis Mme Strong de payer $56 25 au nerveu de M. Strong Calmi-el vint et l'emmène avec l'enfant, en 1860 et l'employa à raison de dix piastres par mois. Mme Strong fait en Virginie et de là écrivit qu'on lui ne donnât quanze. En mai dernier, il quitta la maison. Mme Strong maintenant qu'il ne lui était dû que sept piastres, le juge a répondu qu'à quanze piastres par mois, l'enfant devait recevoir $56 25

Henry, négrasse décidée, insolente et odieuse, a réclamé sa liberté. Sa maîtresse, a t-il dit, avait refusé de la nourrir et l'avait mise à la porte. La maîtresse ayant prouvé que Henry mentait, la plainte a été déboutée.

Une femme se plaignait de son mari, qu'elle accusait de coucher dans son magasin de meubles, et demandait le divorce. Le tribunal lui a conseillé d'essayer de ne point se séparer de lui. au moins de quelque temps.

On a demandé qu'on nommât Deau fut rejeté. Il est un prince depuis dix huit mois, sous prétexte d'avoir mis des billets faux en circulation et n'a pas encore été jugé. Le magistrat n'est pas encore prononcé là dessus.

Saith O'Connor a, tenté, par l'entremise de son avocat, de se faire mettre en liberté La défenseur se basant sur ce que, son client, mais le juge a parfaitement compris le sens "de l'apolo gie." il a condamné à quinze jours de Saith reste en prison jusqu'à ce qu'un accélérateur se présente.

Arrestations—Fred. Liring et Fred Miller se sont pris de querelle en jouant aux cartes dans un café de la rue Poydras L'un d'eux s'est emparé de l'enjeu ($1 50) et l'autre, pour ne pas être moins poli, a posé la main sur la montre de son adversaire. Ils ont cessé, d'un commun accord, appelé les Watchmen qui les ont fourrés au violon.

M Cook a été arrêté sous la double accusation de s'enivrer et d'avoir assailli et voulu tuer sa femme.

Les agents ont appréhendé un soldat (il appartenait au 26.me régiment du Mississippi ceste) qui était ivre, troublait la paix et empêchait un officier de faire son devoir.

Antonio Borzeni, boulanger, a été arrêté sous prévention de vendre du pain qui n'a pas le poids voulu.

Mary Gilmore s'est fait arrêter. Elle a vendu de la boisson à des soldats et a trop goûté de son étoit.

Henry Waterman s'est vu mettre la main sur le collet de cette femme. Il avait vidé une fiole de petite verre et on suppose qu'il est empoisonné.

W. H. Dumas a été arrêté, samedi soir, sous prévention d'avoir essayé de délivrer un prisonnier.

Mme Manibe et Mme Cohen, ont fait arrêter leur voisine, Mme Mullady, qu'elles accusent d'avoir eu une intention de tuer. On verra plus loin que l'incapité à fendu la tête à Mme Farrell qu'il a fallu transporter à l'hôpital.

M. Harry Williams, vieillard excentrique qui tient une horlogerie dans la rue du Camp, a été arrêté, samedi soir, est « dix et onze heures, sur la plainte de Geo. Brown (soldat de la compagnie F des volontaires du Connecticut), qui l'accuse d'avoir déchiré des placards demandant des recrues pour les Etats Unis.

John Stanton a été arrêté sous prévention d'avoir menacé de tuer Thomas Creed.

Le capitaine J. P. Murphy et le soldat Schweigart ont été arrêtés pour avoir menacé de tuer John F. Pash, reçoit des injures et vo é tal les chemins de fer équivaudront à des cours d'eau et le cœur des Etats du Sud sera livré à une invasion facile. Il y a néanmoins, cette différence que les rivières coulent toujours et qu'il en est plusieurs qu'on ne peut obstruer, tandis que les chemins de fer sont interrompus par le moindre dommage. Ainsi une locomotive favahérosée en boulet, n'en serait pas moins arrêtée par une branche d'arbre morte que la brise feraît tomber la nuit sur la voie. Ces chiffres sont bien plus redoutables quand ils seront annoncés par la main des hommes rarement donnés. Il faudra alors que le général Burnside invente autre chose.

Un unioniste de Memphis, maintenant à New-York, a fait toutes les tortilles de la Confédération, qui avaient été placées dans le Mississipi selon le *Herald*. Il a pu les lire de manière à ce qu'elles ne puissent causer aucun mal. Pas une seule, en effet, n'a causé le moindre dommage aux forces fédérales. Le département de la guerre a compris la valeur de la découverte et a donné à cet homme sa récompense à donner à cet honnête et patriote industriel.

Les Mormons, à ce qu'il paraît, traitent le 4 juillet avec un mépris sidéral, et célèbrent à la place le 15 juillet, jour anniversaire de leur arrivée dans la vallée de l'Utah en, 1847. Ils sont si indépendants du gouvernement général que leur fonte régulier dans les fêtes publiques qui celui-ci : " Nous pouvons baigner la barbaque de la liberté sans le secours de l'Oncle Sam."

On assure que Nicholas Longworth, le millionnaire de Cincinnati, a contribué, jusqu'à concurrence de $500, à l'entretien et à la nourriture des familles des soldats confédérés au Sud.

Le Philadelphia Ledger estime que la Pennsylvanie aura à payer $30,000,000 par suite de la taxe et du tarif de $300,000,000, somme requise par le gouvernement au profit des deux bills passés ou à passer par le Congrès.

De la Californie.—Les émigrants du Canada, qui sont arrivés en nombre dans ces dernier temps pour prendre leur part des trésors du Cariboo, fournissent à l'émigration en général un précieux exemple de fidélité conjugale et de sincère amour pour les joies domestiques. —En s'éloignant du home, ils n'entendent point s'imposer les rigueurs du célibat. En même temps qu'ils s'embarquaient à Quebec et prenaient la voie de Panama pour arriver aux à l'heure précise et courte de la récolte de l'or, toute une exigence de tendres en up (*sweet hearts*) sous forme d'épouses ou d'aspirantes à l'hymen, a mis à la voile pour les mêmes rivages, mais par le détour du cap Horn.

Voilà donc cette colonie britannique, notre chère voisine, tout à fait prise au sérieux. Que les vents soient favorables à cette précieuse cargaison d'arrhes stimulées par une longue abstinence, et prêtes à se vendre à leur manière une terre à peu près vierge d'unions légitimes.

(Echo du Pacifique)

Compliment au Congrès.—Le correspondant du *Commercial Advertiser* de New York dont de Washington à ce journal que le président Lincoln est harcelé par les politiques de haut et de bas étage qui tous veulent lui donner des conseils. Quelques-une même cherchent à lui imposer leurs opinions et s'y prennent fort maladroitement. " Vous pouvez m'en croire, M. le président, lui disait l'autre jour un sénateur, et le gouvernement ne s'empresse et n'adopte une mesure générale d'émancipation, nous nous en irons tous au diable. A cette heure même, nous ne sommes guère à plus d'un mille de l'ennemi. Je le vois bien, répondit M Lincoln, c'est à peu près la distance de la Maison Blanche au Capitole où vous siégez." Le sénateur n'était pas flatteur, mais pour le coup le président Lincoln avait cent fois raison. Le Congrès et Washington est en ce moment un véritable enfer, et quelques-uns des membres qui y sont proposées comblement avoir été décidés par notre Satan en personne.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour Préfoïale.—Catherine Cheppiri est venue, samedi, répondre à l'accusation d'avoir débité du poulet qui n'avait point le pondu vendu. Le boulanger qui le lui avait fourni, a dit qu'il avait donné à un marchand, et le poids exigé par l'ordonnance, mais que ce poids avait diminué parce que le pain avait été cuit, pour gardé jusqu'au matin. Cette explication maladroite et le fait de s'être imaginé que le magistrat ignorait l'habitude qu'ont tous les boulangers de faire la part de la porte commerçante par le calcul, etc., ont valu à l'accusé un grand mois de prison.

Un autre boulanger du nom de Hasse qui se trouvait dans le même cas que le vendi, a été condamné à quinze jours de prison.

Mme Hubbard dont la réputation n'est pas des meilleures, a été acquitter une amende de cent piastres Elle tient une mauvaise maison dans la rue du Camp.

Jacob Hubner a été condamné à cent piastres d'amende pour s'être servi, en parlant à un officier de recrutement, d'un langage honnête aux Etats Unis.

Wm Cavendish a été envoyé en prison pour un mois. Il est question de lui plus loin.

La même sentence a été prononcée contre Mme Lahey qui a débité de la boisson à des soldats.

Peter Wetzel a été condamné à vingt piastres d'amende pour avoir résisté à un officier dans l'accomplissement de ses devoirs.

Patrick Cummings, forgeron, a reçu l'ordre de payer de cent à Reagan, un de ses employés, quatorze piastres qu'il lui doit pour un travail journalier et, dans un délai raisonnable, douze piastres et demie pour un travail exécuté de sonder.

Le tribunal a requis Mme Strong de payer $56 25 au nerveu de M. Strong Calmi-el vint et l'emmène avec l'enfant, en 1860 et l'employa à raison de dix piastres par mois. Mme Strong fait en Virginie et de là écrivit qu'on lui ne donnât quanze. En mai dernier, il quitta la maison. Mme Strong maintenant qu'il ne lui était dû que sept piastres, le juge a répondu qu'à quanze piastres par mois, l'enfant devait recevoir $56 25

Henry, négrasse décidée, insolente et odieuse, a réclamé sa liberté. Sa maîtresse, a t-il dit, avait refusé de la nourrir et l'avait mise à la porte. La maîtresse ayant prouvé que Henry mentait, la plainte a été déboutée.

Une femme se plaignait de son mari, qu'elle accusait de coucher dans son magasin de meubles, et demandait le divorce. Le tribunal lui a conseillé d'essayer de ne point se séparer de lui. au moins de quelque temps.

On a demandé qu'on nommât Deau fut rejeté. Il est un prince depuis dix huit mois, sous prétexte d'avoir mis des billets faux en circulation et n'a pas encore été jugé. Le magistrat n'est pas encore prononcé là dessus.

Saith O'Connor a, tenté, par l'entremise de son avocat, de se faire mettre en liberté La défenseur se basant sur ce que, son client, mais le juge a parfaitement compris le sens "de l'apolo gie." il a condamné à quinze jours de Saith reste en prison jusqu'à ce qu'un accélérateur se présente.

Arrestations—Fred. Liring et Fred Miller se sont pris de querelle en jouant aux cartes dans un café de la rue Poydras L'un d'eux s'est emparé de l'enjeu ($1 50) et l'autre, pour ne pas être moins poli, a posé la main sur la montre de son adversaire. Ils ont cessé, d'un commun accord, appelé les Watchmen qui les ont fourrés au violon.

M Cook a été arrêté sous la double accusation de s'enivrer et d'avoir assailli et voulu tuer sa femme.

Les agents ont appréhendé un soldat (il appartenait au 26.me régiment du Mississippi ceste) qui était ivre, troublait la paix et empêchait un officier de faire son devoir.

Antonio Borzeni, boulanger, a été arrêté sous prévention de vendre du pain qui n'a pas le poids voulu.

Mary Gilmore s'est fait arrêter. Elle a vendu de la boisson à des soldats et a trop goûté de son étoit.

Henry Waterman s'est vu mettre la main sur le collet de cette femme. Il avait vidé une fiole de petite verre et on suppose qu'il est empoisonné.

W. H. Dumas a été arrêté, samedi soir, sous prévention d'avoir essayé de délivrer un prisonnier.

Mme Manibe et Mme Cohen, ont fait arrêter leur voisine, Mme Mullady, qu'elles accusent d'avoir eu une intention de tuer. On verra plus loin que l'incapité à fendu la tête à Mme Farrell qu'il a fallu transporter à l'hôpital.

M. Harry Williams, vieillard excentrique qui tient une horlogerie dans la rue du Camp, a été arrêté, samedi soir, est « dix et onze heures, sur la plainte de Geo. Brown (soldat de la compagnie F des volontaires du Connecticut), qui l'accuse d'avoir déchiré des placards demandant des recrues pour les Etats Unis.

John Stanton a été arrêté sous prévention d'avoir menacé de tuer Thomas Creed.

Le capitaine J. P. Murphy et le soldat Schweigart ont été arrêtés pour avoir menacé de tuer John F. Pash, reçoit des injures et vo é tal les chemins de fer équivaudront à des cours d'eau et le cœur des Etats du Sud sera livré à une invasion facile. Il y a néanmoins, cette différence que les rivières coulent toujours et qu'il en est plusieurs qu'on ne peut obstruer, tandis que les chemins de fer sont interrompus par le moindre dommage.